



APPEL A LA GREVE
INFORMATIONS A DESTINATION DES SYNDICATS DE LA FSU
ET DE LEURS ADHERENTS

La FSU Martinique réunit en CDFD (sa grande assemblée) a pris la décision de participer à la grève du 5 décembre initiée par une intersyndicale composée de l'UNSA, la CGTM, la CFE-CGC, pour des raisons multiples.

D'une part nos collègues infirmiers et infirmières scolaires du SNICS ont déposé avec la FSU un préavis de grève du 5 au 20 décembre pour protester contre le projet de sectorisation des infirmier(e)s scolaires et la surdité de l'administration sur ce dossier.

Nous invitons nos camarades du primaire et du secondaire à soutenir les actions de ces collègues soit par des assemblées générales, des pétitions, des débrayages ou des grèves afin de faire entendre raison au rectorat.

Dans le même temps, le SNUIPP-FSU a déposé un préavis de grève contre les rythmes scolaires pour le 5 décembre. La FSU tout entière a donc déposé un préavis de grève en soutien aux collègues du 1^{er} degré qui contestent fortement la réforme du primaire à travers la mise en place des nouveaux rythmes scolaires. Le SNUIPP-FSU ira au rectorat manifester comme il l'avait déjà décidé, il rencontrera la rectrice pour lui faire part des raisons de son mécontentement.

Parallèlement, l'UNSA est à l'initiative d'une intersyndicale que nous avons décidé de rejoindre notamment pour le motif d'une grève le 5 décembre et d'un rassemblement à la maison des syndicats du fait du mécontentement grandissant de l'ensemble des personnels de l'Éducation. Les principaux griefs de la FSU à l'encontre du gouvernement, du ministre et du rectorat sont, pêle-mêle :

- La énième réforme des retraites qui pénalise des professions de plus en plus difficiles
- La fiscalité aggravée pour les salariés
- Les réformes scolaires tant en lycée, qu'en collège et dans le primaire
- L'état déplorable de l'éducation prioritaire à la charge du rectorat :
 - o des classes relais non encore démarrées et une volonté de certains de les éliminer
 - o des élèves atteints d'un handicap sans personnel de soutien pour favoriser leur intégration
- La situation plus qu'alarmante financièrement des CIO de l'académie qu'on veut pousser – selon des directives nationales – vers les régions
- Les conditions de plus en plus difficiles des infirmier(e) scolaires du fait du manque de postes qui conduit le rectorat à bricoler des solutions inacceptables
- L'attitude scandaleuse du gouvernement dans l'affaire de l'UAG, et son mépris à l'égard des instances élues démocratiquement et du SNEsup largement majoritaire au sein de cet établissement supérieur. Au-delà de cet oukase d'un gouvernement de gauche, notons que l'avenir de l'établissement en Martinique se trouve, dans les conditions actuelles, particulièrement compromis. Pour ces raisons, pour les menaces faites à la présidente par les

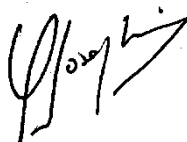


plus hautes autorités représentant le gouvernement en Martinique parce qu'elle soulève un problème de détournement de fonds, et qu'il y a des individus que leurs protections placent au-dessus des lois ; et parce que certains cherchent à déstabiliser la présidente de l'université par toutes sortes de pressions, y compris des menaces de mort, en tentant enfin de diviser étudiants et professeurs sur le campus au mépris même de l'avenir du pôle Martinique, pour toutes ces raisons, il y a lieu de se mobiliser.

Malgré des conditions difficiles et la peur des uns et des autres face à un avenir difficile, il convient à chacun de prendre ses responsabilités et d'œuvrer pour faire entendre le mécontentement plus que légitime des personnels de l'Éducation. **Un rassemblement est donc prévu dès 8 heures à la maison des syndicats, des prises de parole et un défilé dans les rues de Fort-de-France sont prévus.**

Bien entendu, il ne s'agit que d'un coup de semonce aux autorités. Bien entendu, nous avons des divergences ici et là, et parfois fortes avec d'autres syndicats, mais, si l'on veut être entendu, si l'on veut peser pour infléchir un gouvernement aux abois, qui tente de faire passer des réformes que même la droite n'aurait jamais osé mettre en œuvre, il faut se faire entendre, il faut faire passer les urgences qui nous réunissent devant des divergences secondaires.

Yvon JOSEPH-HENRI
Secrétaire Départemental de la FSU Martinique
0696 80 96 02

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Yvon Joseph-Henri'.